

# JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA paix

LE VENDREDI 21 SEPTEMBRE 2018

Cette année marque le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Peut-on encore rêver d'atteindre cet idéal commun ? État des lieux et réflexions, en cette Journée internationale de la paix.

## Bangladesh : terre d'accueil douce-amère

Plus de 626 000 réfugiés rohingyas s'entassent depuis des mois à Kutupalong

En octobre 2017, Jahid et Rehana Hossein ont fui la Birmanie (aussi appelée Myanmar) avec leurs quatre enfants afin d'échapper aux persécutions dont ils étaient victimes. Avant de trouver refuge au Bangladesh, ils ont dû traverser une jungle inhospitalière pendant plus de trois jours, et ce, avec seulement quelques vivres en poches. Alors qu'ils découvriraient sur leur passage d'innombrables dépouilles de compatriotes rohingyas, ce n'est qu'une fois qu'ils furent arrivés au camp de Kutupalong que la peur les a enfin abandonnés.

ÉMILIE CORRIVEAU  
*Collaboration spéciale*

**D**es récits comme celui-là, Khoudia Ndiaye, agente de communications pour Développement et paix – Caritas Canada, en a entendu quantité. En juin dernier, elle a été envoyée en mission au Bangladesh pour rencontrer des réfugiés rohingyas ayant fui leur terre natale.

« De toute ma vie, je pense que je n'ai jamais été aussi affectée par ce que j'ai vu et par ce qu'on m'a raconté », confie-t-elle avec émotion.

Elle évoque par exemple le cas de Fatema Khatun, une agricultrice mère de huit enfants, qui n'a eu d'autre choix que de fuir son village lorsque les forces armées birmanes ont lancé une répression d'une brutalité extrême à l'endroit des Rohingyas à la fin août 2017.

« Elle me racontait qu'en Birmanie, elle avait une grande maison et que sa famille ne manquait jamais de rien, même si elle n'était pas très nantie. Grâce aux terres et au bétail que possédait sa famille, elle pouvait vivre décemment et subvenir aux besoins de ses enfants. Du jour au lendemain, sa famille a tout perdu. Elle ne sait pas ce qu'il est advenu de sa maison en Birmanie, si elle a été confisquée ou brûlée. Elle ne sait pas si, un jour, elle pourra rentrer chez elle. »

### La vie au camp de Kutupalong

Aujourd'hui, comme plus de 626 000 réfugiés rohingyas, les familles Khatun et Hossein vivent dans de petits abris rudimentaires du camp de Kutupalong. Se déployant sur plusieurs kilomètres dans le district de Cox's Bazar, il est de loin le camp de réfugiés le plus peuplé de la planète. A titre comparatif, le camp de Dadaab au Kenya, qui est considéré comme l'un des plus importants au monde, accueille environ 240 000 personnes.

« Le camp est vraiment énorme, insiste M<sup>me</sup> Ndiaye. Avant, c'était la jungle qui se trouvait là, mais le territoire a dû être déboisé pour permettre aux réfugiés de s'installer. Aujourd'hui, il a quasiment la taille d'une ville. Il s'étend sur des kilomètres et des kilomètres. On voit des tentes à perte de vue. Et il y a tellement de réfugiés qui sont arrivés au cours des derniers mois qu'il y a des extensions qui ont dû être ajoutées. »

Comme M<sup>me</sup> Ndiaye, Dominique Godbout, chargée de programme à Développement et Paix – Caritas Canada, s'est elle aussi rendue au Bangladesh en juin

VOIR PAGE C3 : ROHINGYAS

L'eau monte lentement dans certaines parties du camp Kutupalong, bâti en zone inondable.

RENAUD PHILIPPE

## PAIX

## Développement durable, synonyme de paix

Le développement durable et la paix seraient plus liés qu'on pourrait le croire au premier abord. En quoi ce concept, qui met en avant équité sociale et environnement comme moteurs de développement, peut-il réduire les conflits à travers le monde? *Le Devoir* a discuté avec Steven Guilbeault, directeur d'Équiterre.

ADIL BOUKIND

Collaboration spéciale

« Il y a énormément de littérature sur le sujet qui va dans ce sens : plus les conditions environnementales sont mauvaises, plus on voit l'émergence de conflits », explique M. Guilbeault.

Le directeur d'Équiterre reconnaît que ce ne sont pas les seuls facteurs ayant un impact sur les conflits. Cependant, il insiste sur le fait qu'ils ont au moins un effet amplificateur des tensions et dans le pire des cas, ils sont un effet déclencheur. Il utilise notamment les conflits en Syrie et au Soudan du Sud pour illustrer ce phénomène. « Dans le cas de la Syrie, nous avons remarqué une montée des tensions et des manifestations après 2011 ; cette année a connu l'une des pires sécheresses, note-t-il. Il s'est passé la même chose au Soudan du Sud, où une partie du conflit peut être liée à la diminution des terres de pâturage. »

**« Les impacts environnementaux durent encore des décennies plus tard : c'est la guerre après la guerre »**

Un des problèmes tient à la diminution des ressources, souvent créée par des bouleversements climatiques. Dans le cas de la Syrie, le manque de terres agricoles aurait, selon M. Guilbeault, provoqué une migration des campagnes vers les villes, augmentant ainsi les tensions sociales qui, combinées à d'autres facteurs, ont débouché sur la guerre



que l'on connaît aujourd'hui.

Si de mauvaises conditions climatiques peuvent ainsi jeter de l'huile sur le feu, l'inverse est aussi vrai. Plusieurs conflits ont des effets désastreux sur l'environnement.

« En cas de conflit, on détruit le réseau électrique, ce qui détériore les conditions de vie des habitants, explique le directeur d'Équiterre. L'utilisation d'armes, d'obus et de mines antipersonnel appauvrit encore plus en détruisant les terres agricoles. » Il dénonce ainsi certaines stratégies militaires qui incitent à « assécher l'océan pour attraper le poisson » [*dry the sea, catch the fish*] ; c'est-à-dire que l'on détruit les campagnes et forêts, comme en Amérique latine, pour débusquer les révolutionnaires. « Les impacts environnementaux durent encore des décennies plus tard : c'est la guerre après la guerre », dit-il.

**De bons élèves**

Steven Guilbeault parle par ailleurs de deux pays ayant adopté des poli-

tiques de développement durable qui peuvent se vanter d'avoir atteint de bons niveaux de paix. Ces pays sont le Bhoutan et le Costa Rica.

Dans le cas du Bhoutan, l'idée d'un indice appelé le Bonheur national brut a germé dans les mœurs bhoutanaises en 1972 avant d'être inscrite dans la Constitution de 2008. « Ce n'est pas un pays riche, mais les politiques mettent en avant le bien-être la société, rapporte M. Guilbeault. Cette idée démontre des préoccupations que l'on ne voit pas dans beaucoup de pays. »

L'autre exemple soulevé par le directeur d'Équiterre est le Costa Rica, qu'il considère comme étant dans l'une des meilleures situations socio-économiques, et ce, sans avoir d'armée dans une région qui connaît des temps difficiles.

Le développement durable n'est peut-être pas la solution miracle, mais plusieurs écrits, comme le célèbre rapport Brundtland rédigé en 1987, le décrivent comme un puissant outil pour atteindre la paix.

Dans le cas de la guerre civile en Syrie, le manque de terres agricoles aurait, selon M. Guilbeault, provoqué une migration des campagnes vers les villes, augmentant ainsi les tensions sociales.

HOMAR HAJ KADOUR  
AGENCE FRANCE-PRESSE

## Et chez nous, qu'en est-il?

ADIL BOUKIND

Collaboration spéciale

Pour un pays loin des zones de guerre comme le Canada, la notion de paix peut parfois être considérée comme acquise. Cela n'empêche pas que plusieurs associations, ONG et réseaux s'attellent jour après jour à en améliorer les conditions de vie, une facette de la paix non négligeable, selon eux.

Pour le Réseau pour la paix et l'harmonie sociale (RPHS), la notion de paix comprend la prévention de la violence, le rapprochement interculturel et interreligieux et la résolution pacifique de conflits.

« Chez nous, il faut voir la paix de cette façon : comment pouvons-nous permettre à tout le monde de se sentir à l'aise de vivre en société ? » fait valoir Marica Wetherup, cofondatrice du Réseau. Pour M<sup>me</sup> Wetherup, cette responsabilité est à la fois individuelle et collective.

« Tout le monde est un acteur de paix, continue-t-elle. Les personnes avec qui nous travaillons essayent de transformer cela par l'éducation pour dénoncer les paroles sexistes et haineuses et en faisant de petits gestes pour améliorer la civilité. »

**Des coupes qui nuisent à la paix**

Plusieurs initiatives voient le jour au Québec. C'est le cas entre autres de PREVNet, un réseau national de chercheurs, de scientifiques et d'organismes qui unissent leurs efforts pour enrayer l'intimidation.

En parallèle du RPHS, le réseau Outils de paix a été créé afin de déconstruire les façons de travailler en vase clos. « Notre but est d'améliorer la situation en faisant collaborer les acteurs œuvrant pour des enjeux similaires, explique Adriana Eslava, coordonnatrice pour les Outils de paix et pour le RPHS. Ce type de ressource existe très peu en Amérique du Nord et est unique au Québec. »

**« Comment pouvons-nous permettre à tout le monde de se sentir à l'aise de vivre en société ? »**

Cependant, plusieurs coupes de budget, réalisées aussi bien par le fédéral que le provincial, viennent miner les efforts de différentes organisations. Le financement relève désormais en grande partie du privé. « C'est très bien que les politiques laissent le privé prendre sa part de responsabilité, explique M<sup>me</sup> Wetherup. Cependant, en laissant uniquement le privé faire ses choix en fonction de ses intérêts, certaines causes sont délaissées. »

La situation s'améliore-t-elle au Québec et au Canada? Pour M<sup>me</sup> Eslava, il y a une dualité : des causes progressent, comme la lutte contre l'intimidation. Cependant, pour elle, l'ensemble des causes n'est pas considéré également. Il y a notamment des replis quand on parle d'accueillir des immigrants, note-t-elle.



## Partagez le chemin

**Chaque minute, 31 personnes sont forcées de fuir leur foyer. Il est temps d'agir !**

En solidarité avec les 68,5 millions de d'enfants, de femmes et d'hommes qui ont dû fuir leur foyer à cause de la guerre, de la persécution, des désastres naturels, de la pauvreté extrême ou des mégaprojets de développement, rejoignez-nous :

→ **Marchez et amassez des fonds.**

→ **Signez notre carte d'action.**

→ **Donnez !**

Pour agir ou faire un don :  
1 888 234-8533 | devp.org



**Développement et Paix**

CARITAS CANADA

## PAIX

Des camps  
invivables

## ROHINGYAS

SUITE DE LA PAGE C1

dernier afin de rencontrer les partenaires de l'organisation et de prendre le pouls de la situation dans le camp de Kutupalong.

Comme sa collègue, elle a été frappée par l'immensité des lieux et par la précarité des conditions de vie des réfugiés qui y sont installés.

« Le camp est surpeuplé, relève-t-elle. Les gens se trouvent dans une situation vraiment très vulnérable. Quand on entre dans les tentes, la température est insoutenable. C'est comme un four. Ce sont des conditions de vie vraiment extrêmes. »

D'après M<sup>me</sup> Ndiaye, de juin à octobre, soit pendant la mousson, la situation tend à s'aggraver: « Les pluies sont diluviennes et, comme le sol est sablonneux, quand il pleut, tout le camp se transforme en boue. Ça réduit beaucoup la mobilité des réfugiés et celle des travailleurs humanitaires, qui ont de la difficulté à acheminer des rations alimentaires et des biens de première nécessité. »

Même s'ils désirent ardemment échapper à cet abîme, les réfugiés rohingyas peuvent difficilement le faire. Comme ils n'ont pas le droit de circuler librement au Bangladesh et qu'ils sont contraints de rester dans certaines zones précises, la plupart n'occupent pas d'emploi.

« Le gouvernement du Bangladesh ne permet pas aux réfugiés de s'insérer dans la société parce qu'il souhaite que la situation soit temporaire et qu'ils retournent en Birmanie, confie M<sup>me</sup> Ndiaye. En attendant, ça signifie qu'ils sont complètement dépendants de l'aide humanitaire pour avoir accès à de la nourriture, de l'eau, des biens de première nécessité, etc. »

## La réponse humanitaire

Devant l'ampleur de cette crise humanitaire, plusieurs ONG ont intensifié leurs opérations dans la région. C'est notamment le cas de Développement et Paix, qui, avec le soutien du gouvernement canadien, a multiplié les actions pour améliorer les conditions de vie des réfugiés rohingyas et celles des populations hôtes.

« Il ne faut pas oublier les communautés hôtes, parce qu'elles ont vu leurs conditions de vie se dégrader depuis qu'elles ont accueilli tous ces réfugiés, souligne M<sup>me</sup> Godbout. Ce sont des gens qui étaient déjà extrêmement vulnérables. Il faut s'en occuper aussi parce que sinon, les tensions vont vraiment être exacerbées. »

Au cours de la dernière année, Développement et Paix a donc distribué de la nourriture de même que des produits de nécessité à des milliers de réfugiés arrivés à bout de souffle au Bangladesh. Il a aussi contribué à améliorer leurs abris et construit des points d'eau potable, des latrines et des espaces de douches.

Les nombreux réchauds au gaz qu'il a distribués ont particulièrement facilité la vie des réfugiés. Ceux-ci leur ont permis de cuisiner des repas sans avoir à utiliser de bois, une denrée devenue rare dans cette région où on ne trouve pratiquement plus d'arbres.

## De petites améliorations

« Les conditions s'améliorent lentement, mais il y a encore beaucoup à faire, signale M<sup>me</sup> Godbout. Au cours des prochains mois, on va essayer de renforcer l'intégration des réfugiés dans les communautés hôtes. On espère que le gouvernement du Bangladesh sera ouvert à soutenir des projets à plus long terme. On espère aussi que le processus de réconciliation finira par se faire de façon juste et que les crimes commis ne resteront pas impunis. »

Car à moins que la Birmanie ne reconnaisse formellement le génocide commis par son armée à l'encontre des Rohingyas, le retour volontaire des réfugiés de Kutupalong est difficilement envisageable.

« Les familles que j'ai rencontrées m'ont toutes dit qu'elles avaient très peur de rentrer chez elles, révèle M<sup>me</sup> Ndiaye. Elles ne veulent plus vivre la persécution et elles n'ont pas confiance. Il y en a même une qui m'a dit qu'elle ne s'était jamais sentie aussi libre qu'à l'intérieur du camp de réfugiés. C'est quand même paradoxal, mais ça témoigne clairement du tragique de la situation. »



Le photographe Renaud Philippe, collaborateur du *Devoir* et du *New York Times*, s'est rendu au camp Kutupalong en février dernier. De haut en bas :

Des sentiers et des ponts en bambou construits à la hâte permettent aux gens de se déplacer dans la région vallonnée.

Un homme se lave devant chez lui. « Quand on entre dans les tentes, la température est insoutenable », raconte Khoudia Ndiaye.

Chaque année au Myanmar, la force de sécurité des frontières, connue sous le nom de Nasaka, documente chaque Rohingya.

PHOTOS RENAUD PHILIPPE

TOUT  
LE MONDE  
MÉRITE UNE CHANCE ÉGALE  
d'écrire son avenir.



 CSQ

Centrale des syndicats  
du Québec

[lacsq.org](http://lacsq.org)

## PAIX

# Un monde en paix en 2018, une utopie?

Peut-on encore rêver d'un monde en paix en 2018? Quels sont les défis locaux et mondiaux actuels, ainsi que les solutions envisageables? Des experts et organisations se prononcent.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-FRANÇOIS VENNE

Collaboration spéciale

## Raymond Legault, porte-parole du collectif Échec à la guerre

Rêver de la paix reste une utopie en 2018, au sens où il n'est pas clair si nous y arriverons un jour. Cependant, c'est une nécessité d'essayer d'en finir avec le militarisme.

Les puissances nucléaires possèdent plus de 15 000 ogives. Nous avons les moyens d'annihiler plusieurs fois l'humanité.

La guerre et le militarisme détournent des ressources financières colossales vers l'achat d'armes, lesquelles ne servent qu'à tuer, à estropier, à terroriser les gens et à détruire leurs milieux de vie. En 2016, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les dépenses militaires mondiales s'élevaient à près de 2 milliards de dollars. Cet argent pourrait servir à l'environnement, à la lutte contre la pauvreté, à l'éducation et à bien d'autres choses.

**Solutions:** Le Canada devrait se retirer de l'OTAN et devenir un État neutre et pacifiste.

Il devrait aussi cesser d'exporter des armes. En 2016, notre pays était le 2<sup>e</sup> exportateur d'armes vers la poudrière du Moyen-Orient.

## David Morley, président et chef de la direction d'UNICEF Canada

Il ne faut jamais cesser de rêver à la paix. J'ai travaillé dans des zones de guerre en Sierra Leone, au Mozambique ou en Angola, où l'on désespérait de voir une pacification. Pourtant, la paix y est revenue, bien que la situation dans ces pays reste imparfaite.

Ceux qui profitent des conflits par la vente d'armes, la contrebande ou la corruption font obstacle à la paix. Il peut aussi y avoir de réels différends politiques, lesquels demandent des réponses politiques.

**Solutions:** L'éducation est cruciale. Il faut réussir à éduquer les jeunes, même en situation de guerre. Cela exige une certaine stabilité, qu'apportent parfois les Casques bleus, par exemple. Les jeunes constituent l'avenir de ces pays. Ils doivent sentir que devenir combattants ou trafiquants d'armes n'est pas la seule issue pour eux. Au Darfour du Sud, j'ai vu une jeune adolescente braver de réels dangers pour passer des examens dans une école aux murs criblés de balles. L'éducation est essentielle à la paix.

## François Roch, professeur de sciences juridiques à l'Université du Québec à Montréal

Difficile de pacifier complètement les relations internationales, mais nous progressons, notamment grâce à l'usage du droit. La Charte des Nations unies interdit le recours à la force dans les relations internationales depuis 1945. La Déclaration universelle des droits de l'homme s'inscrit aussi dans cette mouvance de la paix par le droit, tout comme les traités interdisant certaines armes, balisant le recours à la force dans un conflit armé ou visant la dénucléarisation.

Cependant, le rôle du droit demeure limité. D'autres variables structurent les relations internationales, comme l'argent, la politique ou les intérêts des États. De plus, le droit résulte lui aussi de rapports de force internationaux, il n'est pas neutre.

**Solutions:** Il faut tendre vers davantage de gouvernance mondiale. Le système international reste anarchique et décentralisé. L'ONU tente de jouer son rôle avec un budget famélique par rapport à l'ampleur de ses missions.

Il faut aussi s'attaquer aux causes des désaccords, notamment les déséquilibres économiques et sociaux.

## Béatrice Vaugrante, directrice générale d'Amnistie internationale Canada

La paix n'est pas une utopie, mais une urgence. Par le passé, on a mené plusieurs batailles pour les droits de la personne jugés utopiques, que l'on pense à la fin de l'esclavage et aux droits des femmes ou des travailleurs. Des gens courageux se sont organisés et ont obtenu de grandes victoires.

Sur la question des droits de l'homme, il y a un grand vide au niveau des leaders politiques. Les activistes locaux, eux, deviennent des cibles, de l'Amérique du Sud à la Russie, en passant par la Turquie et la Hongrie. Les organisations non gouvernementales subissent des attaques qui compliquent leur travail.

**Solutions:** Il faut éduquer les gens aux droits de la personne, y compris dans notre pays. C'est une question fondamentale à laquelle les gens sont trop peu exposés. Il faut aussi entamer des discussions ouvertes avec les gens peu convaincus, par exemple sur le sujet de l'immigration. La peur est source de négation de droits et de conflits.

## Marie-Joelle Zahar, directrice du Réseau de recherche sur les opérations de paix

C'est une utopie nécessaire, car notre monde ne va pas bien. Les investissements dans la paix sont risibles comparativement aux dépenses militaires. Sur le terrain, les militants pour la paix constituent désormais des cibles, alors qu'ils étaient relativement protégés auparavant. Ils sont victimes d'attaques, d'arrestations arbitraires, de torture et d'intimidation.

Des conflits armés comme ceux au Yémen, en Syrie ou au Mali montrent aussi que les crises superposent des problèmes locaux, des dynamiques régionales de compétition armée et des rivalités politiques internationales. C'est devenu très complexe.

**Solutions:** Associer les sociétés civiles aux processus de paix, plutôt que seulement les élites politiques et militaires.

Une fois la paix signée, il faut de l'accompagnement, notamment financier, pour établir le nouveau système politique, remettre l'économie en marche et consolider la paix. Mais gare à la tentation de se substituer aux acteurs locaux. C'est à ces derniers de s'approprier le processus de consolidation de la paix.

## Bruno Charbonneau, directeur du Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand

Dire que c'est utopique revient un peu à critiquer ceux qui œuvrent à un monde plus pacifique. C'est contre-productif. Encore faut-il savoir de quelle paix on parle: d'une paix négative se limitant à un arrêt de la violence ou d'une paix positive, qui règle les problèmes à la source de la violence? Cette deuxième option exige de discuter de la nature de la paix à venir et de revoir des structures politiques et économiques très souvent à la source des affrontements. Or, plus les combats durent, plus les positions se radicalisent. Trop souvent, on aboutit simplement à la paix du vainqueur.

**Solutions:** Miser sur la prévention. Les organisations internationales et les États se contentent souvent de gérer les conflits. Ils investissent plus pour endiguer la violence que pour s'attaquer au fond des problèmes. La diplomatie doit mieux jouer son rôle préventif. Il faut développer des mécanismes plus efficaces de surveillance et d'analyse des discordes afin d'intervenir avant que les armes ne tonnent.

Un rebelle syrien pointe son arme vers la ligne de front près de Damas, en juillet 2018.

MOHAMAD ABAZEED  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*.

Pour toute information sur le contenu, vous pouvez contacter Catherine Girouard, chargée de projets des publications spéciales, à [cgirouard@ledevoir.com](mailto:cgirouard@ledevoir.com).

Pour vos projets de cahier ou toute autre information au sujet de la publicité, contacter [imedia@ledevoir.com](mailto:imedia@ledevoir.com).

## UNE SOCIÉTÉ INSTRUITE est un gage de liberté, d'équité, de justice et de progrès social.\*



\*Extrait de la Déclaration de principes de la FAE, juin 2008.

## À la mémoire de toutes les victimes des guerres



### Contre la guerre et le militarisme

[www.echecalaguerre.org](http://www.echecalaguerre.org)  
[facebook.com/echecalaguerre](https://facebook.com/echecalaguerre)

LE COLLECTIF  
**ÉCHEC à la GUERRE**

8<sup>e</sup> campagne du coquelicot blanc

NOUS CRÉONS L'AVENIR  
**FAE**  
FÉDÉRATION  
AUTONOME DE  
L'ENSEIGNEMENT  
f l a f a e . q c . c a